

Quand l'ancien directeur de l'Ofpra favorisait l'invasion migratoire

Article rédigé par *Polémia*, le 24 mai 2020

Source [Polémia] Pascal Brice, énarque et diplomate, se vit proposer en 2012 la direction générale de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), alors en pleine crise.

Il a rejoint le siège de l'Office avec, sous le bras, la photo de ses grands-parents maternels qui, avant-guerre, fuirent l'Allemagne pour échapper aux persécutions. Il installa cette photo dans son bureau pour que ses grands-parents ne cessent de l'accompagner et de le surveiller.

Après six ans à la tête de l'Office, P. Brice a publié un livre sur ses deux mandats comme directeur : [*Sur le fil de l'asile*](#). A-t-il résolu la crise du droit d'asile qu'a connue et que connaît toujours notre pays ? Et, surtout, a-t-il observé les objectifs et les règles de fonctionnement de cet établissement public ?

C'est ce à quoi tente de répondre cette note de lecture.

Droit d'asile et politique migratoire : la duperie

« *Le droit d'asile, rien que le droit d'asile, tout le droit d'asile* », telle fut la déclaration de Pascal Brice devant le Parlement en 2012 lorsqu'il fut nommé à la tête de l'Ofpra, établissement public né en 1952 avec la convention de Genève, qui a pour mission de statuer sur les demandes d'asile en France.

Dans le droit fil de sa déclaration, P. Brice a souligné sa volonté de « *dissocier l'asile de la politique migratoire* ». À ses yeux la problématique des étrangers qui ne relèvent pas du droit d'asile est du domaine de la politique migratoire et par conséquent d'un registre distinct du droit d'asile. L'Ofpra ne doit statuer qu'en fonction des critères du droit d'asile sans les restrictions que pourrait imposer la politique migratoire de l'État.

En réalité, il a mis le dispositif de l'asile au service de sa propre conception de l'immigration, et de celle de ses semblables. Il a bien confondu les deux mais dans un sens favorable à son idéologie immigrationniste.

L'extension aux clandestins du droit d'asile accordé aux persécutés

La clientèle que P. Brice a prospectée est essentiellement constituée de clandestins donc en principe de délinquants, même si une loi du 31 décembre 2012 a supprimé le délit de séjour irrégulier à la suite d'une décision de la Cour européenne de justice.

P. Brice se réfère aux traités internationaux, en particulier la convention de Genève qui définit les demandeurs d'asile comme des personnes persécutées du fait de leur race, de leur religion, de leur appartenance à un groupe social ou de leurs opinions politiques.

Notons que le préambule de notre Constitution apparaît plus sommaire et se borne à nommer « *toute*

personne persécutée en raison de son action en faveur de la liberté ».

C'est donc la qualification de **persécuté** qui est le ressort fondamental du droit d'asile. Or, ce n'est pas le cas d'une bonne partie des migrants illégaux, ce que reconnaît d'ailleurs un passage de l'ouvrage.

Qu'à cela ne tienne, P. Brice fait appel aux sempiternelles valeurs de la République, représentées à ses yeux par la laïcité et l'inévitable vivre-ensemble. Bref, c'est un militant de gauche clairement affirmé au détriment de ce que doit être l'éthique d'un haut fonctionnaire.

À l'instar des clandestins qui réclament et exigent, P. Brice considère que les migrants illégaux ont des droits sur notre pays, notamment ce qu'il appelle en novlangue le « *droit de l'hospitalité* ». Pour lui, l'asile est un droit, « *pas une obligation* ». Il n'attend aucune expression de gratitude envers la France et, visiblement, sa clientèle n'y pense guère.

Recrutement et maraudes en France

Dès 2014, P. Brice est sorti du cadre du droit d'asile qu'il a jugé trop étroit, et il s'est lancé dans une action effrénée de recrutement, mot auquel il préfère celui, en novlangue, de « *conviction* », en direction des demandeurs d'asile. La jungle multiraciale de Calais puis de la zone nord-est de Paris, entre autres, lui en a fourni l'occasion et a été son terrain de chasse.

Au cours de ses maraudes, non seulement il a encouragé ces clandestins composant le troupeau humain multiethnique de Calais, notamment par ses conseils et ses tuyaux, mais il les a poussés et « *invités* » à demander l'asile en France alors que leur seul souhait était de passer en Angleterre, ce qui nous en aurait débarrassés.

En fait, c'était l'Ofpra, au travers de son directeur général et de son personnel, qui sollicitait ces personnes déplacées de demander l'asile alors que seulement une fraction était en mesure de revendiquer une persécution.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

24/05/2020 06:00